

# L'UE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Par le Pr Andreas Theophanous,  
Président du Centre chypriote pour  
les affaires européennes et internationales  
et Chef du département de la Politique et  
de la Gouvernance de l'Université de Nicosie



Il est indéniable que l'UE est actuellement confrontée à de multiples défis. Dire que, en plus de l'euro-scepticisme, nous sommes également confrontés au populisme, qui peut parfois conduire à des issues dangereuses, n'est pas une exagération. Pourtant, malgré de nombreuses critiques sur plusieurs thèmes, l'UE reste l'un des endroits les plus attractifs, sinon le plus attractif, au monde pour vivre. En conséquence, l'approche critique exprimée dans cet article a pour objectif principal de contribuer modestement à des actions qui peuvent rendre l'UE encore meilleure, ainsi qu'une entité politique internationale efficace qui inspire crédibilité et respect.

Je divise l'histoire de l'UE en trois périodes. La première s'étend du traité de Rome en 1958 jusqu'à la fin de la guerre froide et la réunification de l'Allemagne. La deuxième va du traité de Maastricht jusqu'à l'introduction de l'euro en 1999. Et la troisième, du début du nouveau siècle jusqu'à aujourd'hui.

Les objectifs fixés lors de la première période ont été plus ou moins atteints. Il y a eu une guérison des blessures passées, une reconstruction économique a été réalisée, l'Europe occidentale a connu une période de paix et de

prospérité sans précédent, et l'avenir semblait prometteur. La Communauté européenne est devenue l'Union européenne en 1991, l'Allemagne a été réunifiée sans guerre, l'Union soviétique s'est décomposée, et le communisme s'est effondré.

Avec le traité de Maastricht, un objectif majeur était d'atteindre une monnaie commune, l'euro. Cet objectif aussi a été mis en œuvre. Il faut cependant noter qu'il y a eu une forte réaction de la part de la Grande-Bretagne, qui a choisi de rester en dehors de la zone euro bien qu'elle remplissait les critères. Quelques années plus tard, la Grèce est devenue membre de la zone euro, bien qu'il soit encore discutable que les critères aient été remplis. C'était une époque où des voix de gauche à travers l'Europe associaient l'intégration européenne à la désintégration sociale. C'est également à cette époque que la structure de la zone euro a été critiquée. Dans les années 1990, nous avons également assisté à la désintégration violente de la Yougoslavie. L'UE aurait pu jouer un rôle plus constructif dans cette crise majeure.

Le bilan de l'UE depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle a été plus problématique. La crise économique n'a pas été bien gérée. Les politiques de la

Troïka ont été inutilement sévères, créant plus de problèmes qu'elles n'en résolvait. Dans les cas de la Grèce et de Chypre, cette sévérité était sans précédent. Et il ne serait pas exagéré de dire qu'il n'y avait ni solidarité ni sensibilité sociale. Qu'il était nécessaire de procéder à une restructuration et à une rationalisation économiques, il n'y a aucun doute à ce sujet. Cependant, cela aurait pu être fait avec un coût social moindre. Après tout, dans les deux cas, il y avait à la fois des facteurs endogènes et exogènes à l'origine des crises.

La crise de la Covid-19 a été un point tournant supplémentaire pour l'UE. Il a été compris que les conséquences auraient été dévastatrices si l'UE avait insisté sur les termes et conditions du Pacte de stabilité. En avril 2020, lors de la réunion de l'Eurogroupe, des décisions ont été prises pour un assouplissement monétaire et fiscal. En même temps, il y a eu une déclaration admettant que la manière dont la crise de l'Euro a été gérée aurait pu être meilleure.

Le Brexit a été un autre revers pour l'UE. Pendant la crise économique, plusieurs acteurs et analystes ont exprimé l'avis que la Grèce finirait par se retirer de la zone euro. Cela ne s'est pas produit, malgré les politiques très dures de la Troïka et le lourd coût socio-économique imposé au peuple grec. Au lieu de cela, nous avons eu le Brexit. Ce n'était pas un bon résultat - ni pour la Grande-Bretagne ni pour l'UE. Il est essentiel de comprendre les causes de ce développement. Inévitablement, celles-ci incluent les perceptions britanniques de l'Union, ainsi que la manière dont la crise de l'euro a été gérée. Avec le temps, la Grande-Bretagne a été un partenaire difficile ; bien qu'il soit utile. Ce n'est pas un développement positif que, aujourd'hui en Allemagne, une partie de la population considère le retrait du pays de l'Union comme une option.

On peut également soulever la question de la crise de l'immigration. La plupart des gens estiment que cette question n'est pas abordée de la meilleure manière possible. Et inévitablement, cela conduit à des répercussions socio-économiques et politiques.

La guerre en Ukraine a été un grand revers pour l'UE. Elle a aujourd'hui moins de sécurité et moins de prospérité. Je n'ai aucun doute que l'invasion russe et la guerre auraient pu être évitées. Avec un leadership européen fort, un accord aurait pu être atteint, qui aurait été bien meilleur que la situation actuelle. Un tel accord aurait pu prendre en considération les préoccupations de sécurité de toutes les parties concernées.

En même temps, je ne peux éviter la tentation de mentionner que l'UE ne parvient pas à adopter les mêmes normes en relation avec l'invasion russe de l'Ukraine et l'occupation turque en continu de la partie nord de Chypre. Nous devrions rappeler que la République de Chypre est un État membre de l'Union depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004.

### **Compte tenu des développements pertinents, quels sont les problèmes auxquels l'UE est confrontée ?**

- 1) Il est essentiel de réfléchir à un nouveau modèle socio-économique qui offre plus d'opportunités aux gens et réduit également les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.
- 2) Il ne fait aucun doute qu'une politique environnementale est impérative. Néanmoins, étant donné que la transition vers l'économie verte entraîne un énorme coût de transaction, il est essentiel de revoir comment cela sera promu de la meilleure manière possible. En effet, la précipitation à remplacer les hydrocarbures sans actes d'équilibrage social peut s'avérer contre-productive.
- 3) L'UE devrait réévaluer le dilemme entre approfondissement et élargissement. La réponse à ce dilemme dépend des priorités de l'Union.
- 4) Il est de la plus haute importance de réfléchir à une nouvelle architecture de sécurité européenne. Étant donné que la position géographique de la Russie ne peut changer, cette question doit éventuellement être abordée en conséquence.
- 5) L'immigration est une question complexe et nécessite une approche politique globale. En même temps, il est important pour l'UE d'envisager des moyens qui conduiraient à la réduction des flux migratoires. En effet, la paix, la reconstruction et le développement en Afrique et au Moyen-Orient seraient des étapes stratégiques majeures dans la bonne direction. Le défi pour l'UE est de trouver des moyens de contribuer à ce résultat souhaité.
- 6) L'UE a été confrontée à des problèmes liés à des déficits démocratiques. Il est essentiel que ceux-ci soient abordés efficacement.
- 7) Enfin, mais non des moindres, il est important que l'UE accorde une attention particulière aux questions de responsabilité publique et de légitimation.

En effet, l'UE est à un carrefour. Elle doit agir de manière à rétablir sa vitalité et sa crédibilité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. ■